

# INFLEXIBLES

La manifestation devant le siège d'ArcelorMittal n'a pas fait changer d'avis la direction sur le sort de Gandrange. Les syndicats restent mobilisés. Lire pages 2 et 3



Photo : fabrizio pizzolante



Photo : fabrizio pizzolante

Pour le porte-parole CGT de l'intersyndicale, Jacky Mascelli (au premier plan), la mobilisation doit continuer pour sauver le site de Gandrange, en Moselle.

# L'intersyndicale veut encore y croire

Environ 600 personnes ont manifesté devant le siège d'ArcelorMittal, hier, à Luxembourg, pour protester contre un projet de suppressions de 595 emplois à Gandrange.

Les membres de la délégation intersyndicale représentant les salariés du site de Gandrange n'ont pas obtenu le gel de la décision de la fermeture partielle des aciéries de Gandrange, comme ils l'espéraient. Mais la possibilité leur a été offerte de présenter un contre-projet industriel.

De notre journaliste  
Noël Labelle

Ils sont venus, ils ont vu, mais ils n'ont pas été entendus. Accueillis comme des champions, au son des cornes de brume et sous les drapeaux des 600 manifestants présents, les membres de la délégation intersyndicale CFDT, CGT, CFE-CGC sont entrés au siège d'ArcelorMittal à 10 h 40, avec l'espoir de faire geler la décision de la fermeture partielle des aciéries de Gandrange.

Une heure et demie plus tard, ils en sont sortis, les visages fermés et les mâchoires serrées. Aucun enthousiasme, visiblement. Et les premiers mots formulés par le porte-parole CGT de l'intersyndicale, Jacky Mascelli, ont conforté cette impression. «Nous venons de rencontrer Evie Roos, Bernard Fontana et Gerhard Renz», a-t-il annoncé «Nous leur avons lu la motion des syndicats. (...) M. Fontana, le responsable des ressources humaines, a dit qu'il comprenait votre attachement au site, il a reconnu votre professionnalisme. Mais il a aussi conforté la décision qui a été prise».

Pas de gel, donc. Un coup dur... Malgré tout, les syndicalistes ont tenu à afficher un certain optimisme. «Une petite ouverture est apparue», a affirmé Jacky Mascelli. «Mais elle nous semble, à la CGT,

bien mince». Cette petite ouverture, c'est la possibilité qui est offerte à l'intersyndicale de présenter un contre-projet industriel. «Nous avons obtenu le temps nécessaire à cela», a confirmé le représentant de la CFE-CGC, Jean-Michel Pourteau. «Mais nous devons encore le mettre au point. Tout n'est pas gagné. Le chemin est encore long».

Un petit délai, donc. Comme une dernière branche à laquelle se raccrocher. «Je veux y voir un signe positif», a lancé le représentant CFDT, Édouard Martin. «Une petite porte s'entrouvre, il faut s'y engouffrer ! On a gagné une première bataille. Je veux croire que Gandrange a un bel avenir devant lui. On ne va pas partir sur une déception».

Bataille gagnée ? À voir... Certes, ce n'était ni Austerlitz, ni Waterloo pour les sidérurgistes de Gandrange.

Mais une fois la foule dispersée, le léger optimisme est déjà redescendu d'un cran. «Je ne fais pas confiance à la direction», a lâché Jacky Mascelli. «Que voulez-vous, c'est mon expérience qui parle...»

## Un dialogue social inexistant

Pour le délégué CGT, une course contre la montre vient de s'engager. «Pour l'instant, le contre-projet, nous ne l'avons pas», a-t-il expliqué. «Et je crois que la direction veut gagner du temps. Son intérêt est de casser la mobilisation et de semer le trouble dans les esprits des salariés». Pour quelle raison ? «La direction d'ArcelorMittal comprend qu'elle ne va pas passer son projet aussi facilement qu'elle le pensait», a avancé le délégué CGT. Avant d'avouer : «Je suis dés-

abusé. Nous avons affaire à une direction qui ne nous entend pas...»

Car dans le secret du château, qui sert de siège au groupe sidérurgiste, le dialogue social n'a pas eu les intonations attendues par les syndicalistes. Non seulement, les représentants d'ArcelorMittal ont fermement campé sur leurs positions, mais surtout, le responsable Longs Carbone Europe, Gerhard Renz, aurait ouvertement reconnu que la décision de la fermeture partielle des aciéries de Gandrange n'était motivée que par des raisons financières. Pas de quoi apaiser les craintes des salariés de Gandrange. Ni de quoi gagner en sympathie pour ArcelorMittal.

\* Respectivement : la responsable des ressources humaines, le directeur des ressources humaines et le responsable Longs Carbone Europe.

## «Le soutien des élus»



Michel Bigaré, maire (affilié au MoDem) de Gandrange.

«Je suis venu en bus avec les militants de l'usine de Gandrange. L'ambiance était bon enfant dans le bus, nous ne sommes pas venus pour être violents, il s'agit surtout de montrer l'importance de la mobilisation à la direction

d'ArcelorMittal. En tant que maire de Gandrange, j'ai encore réaffirmé hier soir au conseil municipal mon attachement au mouvement qui souhaite développer un plan industriel pour sauver l'usine. La situation est loin d'être en notre faveur, mais la mobilisation d'aujourd'hui n'est qu'une étape dans un processus qui, j'espère, nous permettra de démontrer la viabilité de l'usine. C'est important pour les employés de voir que les élus les soutiennent et puis cela montre à la direction que les pouvoirs publics sont préoccupés par la situation.»

## Les silences de Mittal

Depuis le début de la crise «Gandrange», ArcelorMittal apparaît bien silencieux.

On a connu Lakshmi Mittal plus loquace. Au temps de son OPA sur Arcelor, par exemple, lorsqu'il vantait les mérites de son usine de Gandrange. Cette époque semble révolue. Hier, le groupe ArcelorMittal s'est contenté d'un communiqué succinct, lu par le porte-parole de la maison, Jean Lasar.

«Nous sommes pleinement attachés à un dialogue social ouvert», a-t-il annoncé. «Nous avons écouté les points de vue exprimés par la délégation syndicale et confirmé que dans le contexte de notre projet de

repositionner Gandrange et de renforcer la Lorraine, nous serons en mesure d'offrir une solution individuelle à chacun et déterminés à la faire».

Bref, il semble peu probable que le plan annoncé par la direction ne soit pas appliqué. Mais quand on lui a posé directement la question du maintien du plan en question, Jean Lasar s'est réfugié derrière un : «Je ne peux rien vous dire» qui sonnait comme une confirmation. Il y a parfois des silences qui en disent long...  
N. L.

## «Solidaires avec eux»



Alain Kinn, de l'ASBL Sidérurgie OGBL-LCGB.

«Le sujet, aujourd'hui, ce n'est pas le Luxembourg, puisque cette action concerne uniquement le site de Gandrange. Ce site se retrouve face à la restructuration de leur outil de travail et la suppression de 600 emplois risque d'entraî-

ner la disparition de nombreux autres emplois liés au site par la sous-traitance.

Évidemment, nous sommes solidaires de nos voisins français, sinon nous ne serions pas là. Nous espérons que le signe lancé par cette mobilisation aboutisse à une discussion constructive sur l'avenir des emplois dans le bassin de Gandrange. À mes yeux, c'est un exemple positif de ce que l'on peut faire pour atténuer les conséquences des décisions de la direction».

## Chronologie du site

### 1999

Ipstat international (ancien nom de Mittal Steel) rachète, à Unimetal, le site de Gandrange, pour le franc symbolique.

### 2004/2005

Le site connaît une période faste. Plusieurs centaines d'embauches ont été faites pour pallier les départs à la retraite. En 2005, le résultat net d'exploitation du site est de 17,2 millions d'euros.

### 2006

Au plus fort de la campagne médiatique qui a suivi l'annonce de son OPA sur Arcelor, Lakshmi Mittal fait, en personne, visiter le site de Gandrange. L'usine est alors présentée comme une vitrine de Mittal Steel.

### 2008

Le 16 janvier, les rumeurs de fermeture partielle du site sont officiellement confirmées par la direction d'ArcelorMittal.

Le 24 janvier, les sidérurgistes lorrains manifestent à Luxembourg, devant le siège d'ArcelorMittal.

# «Mittal nous a tous dupés»

Lionel Fournier représentait hier le conseil régional de Lorraine à la manifestation.

**Maire PS de Rombas mais aussi conseiller régional, Lionel Fournier est venu à Luxembourg pour montrer que les pouvoirs publics s'associent aux employés. Inquiet pour la région, il se sent dupé par Mittal qui avait fait de Gandrange sa vitrine sociale.**

Recueilli par notre journaliste  
Delphine Dard

**En quelle qualité êtes-vous présent aujourd'hui?**

Lionel Fournier : Je suis présent en ma qualité de maire de Rombas, une commune qui jouxte l'usine de Gandrange et qui est donc directement concernée par la fermeture partielle de l'usine. Les autres maires de la vallée de l'Orne et moi-même sommes venus soutenir l'action des employés et syndicalistes.

Je suis aussi présent en ma qualité de conseiller régional de Lorraine, chargé de la mission sidérurgie. Jean-Pierre Masseret, président du

conseil régional, m'a demandé de le représenter pour assurer les employés de son soutien.

**Comment voyez-vous la situation?**

Lorsque nous avons été reçus à la préfecture de Lorraine pour comprendre la situation, nous avons réalisé qu'ArcelorMittal n'était pas disposé à accepter le gel de son plan social. La situation ne nous convient pas. Dans les années 80, l'usine de Gandrange employait 8 000 personnes, aujourd'hui c'est 1 000, et dans un an ce sera moins de la moitié. C'est sans compter les quelque 450 emplois de sous-traitants qui eux ne seront pas reclassés mais directement mis au chômage. La situation est dramatique pour la région où ArcelorMittal est le plus gros employeur.

**Que pensez-vous de l'avancée de la situation aujourd'hui?**

Le fait que la direction accepte de laisser du temps aux salariés pour présenter un plan industriel est une

bonne chose mais, de toute façon, ils n'ont pas vraiment d'autre choix. Mittal a fait de Gandrange sa vitrine sociale en Europe. Aujourd'hui, les suppressions de postes à Gandrange tendent à prouver que derrière la vitrine il n'y avait rien.

Pour garder la face, ils ont tout intérêt à parlementer un minimum avec les employés. Si le plan industriel n'aboutit pas, le conseil régional s'engage à prendre à sa charge la formation des employés qui devront s'adapter.

**Vous sentez-vous lésés?**

Plus que lésés, nous avons été dupés. Lorsqu'il a lancé son OPA sur Arcelor, Lakshmi Mittal est venu à

Gandrange, pour la citer en exemple de modernité et vanter ses valeurs sociales. Quelques mois après la fusion, il a oublié son discours sur la Lorraine qu'il ne toucherait pas et, pis encore, c'est Gandrange, l'exemple dont il s'est servi, qu'il démantèle en premier.

**À qui la faute?**

La faute incombe surtout à la direction qui manque de compétences et qui a fait de mauvais choix comme celui de quitter trop tôt EDF pour un opérateur privé qui lui a fait perdre énormément d'argent.

Mais la plus grosse des erreurs a été de ne pas assurer la formation des employés. Avec un peu d'investissement, Gandrange est viable. Vouloir seulement laisser le laminoir n'a pas de sens, cela signifie la fermeture définitive à moyen terme de l'usine. Cette décision n'est motivée que par des considérations purement financières et la direction ne s'en cache pas. Nous assistons à un exemple de capitalisme sauvage.

**Nicolas Sarkozy peut-il faire changer d'avis Mittal?**

S'il souhaite véritablement défendre les emplois et le travail, c'est dans une situation comme celle-ci lorsqu'il se trouve au pied du mur. C'est l'occasion où jamais de nous montrer ce qu'il peut faire.

**Derrière la vitrine sociale de Gandrange, il n'y avait en fait strictement rien**



Lionel Fournier : «Le conseil régional s'engage à prendre à sa charge la formation des employés qui devront s'adapter».

## Nouvelle journée d'action prévue

Aujourd'hui, doit se tenir, à Metz, un conseil d'entreprise, réunissant la direction de l'usine et les représentants du personnel.

Mais, surtout, une nouvelle manifestation est prévue le 9 février dans la vallée industrielle de l'Orne, en Lorraine. «**Nous allons faire appel à la solidarité de toute la vallée**», a affirmé le porte-parole de l'intersyndicale, Jacky Mascelli. «**Il faut montrer qu'ArcelorMittal se trompe**».

## Sarkozy va recevoir Mittal

Le président français, Nicolas Sarkozy, va recevoir, en début de semaine prochaine, Lakshmi Mittal, PDG du groupe ArcelorMittal, et les syndicats de l'usine de Gandrange.

Le porte-parole du gouvernement, Laurent Wauquiez, a également annoncé qu'une réunion sur les restructurations industrielles serait organisée prochainement autour de Nicolas Sarkozy.

En matière de lutte, la manifestation d'hier des salariés de Gandrange devant le siège d'ArcelorMittal, à Luxembourg, n'a été qu'une étape dans la guerre des arguments que se livrent, depuis une semaine, la direction et les syndicats. Loin des images d'Épinal des luttes à la *Germinal*, nous assistons à une lutte moderne dans laquelle chacun avance sur le terrain de l'autre. Ainsi, ArcelorMittal s'est avancé sur le terrain social en parlant de suite de reclassements et non de licenciements pour les 595 postes supprimés, soit de responsabilité sociale comme aime à le rappeler le groupe qui a placé ce concept au cœur de sa philosophie d'entreprise. De leur côté, les syndicats avancent des arguments économiques, autrefois chassés gardés des patrons, pour faire valoir leur bon sens. Quand la direction annonce que le prix de la ferraille

## Rhétorique de la lutte

Delphine Dard

a doublé en 5 ans, les syndicalistes lui répondent qu'il est au même niveau qu'en 2004, année où l'usine a réalisé 1,5 million d'euros de bénéfice. Bref, dans cette lutte, chacun s'improvise rhéteur pour pouvoir guerroyer dans cette chanson de geste moderne. C'est, en tout cas, ce à quoi assistent les médias qui ne sont ni employés ni sidérurgistes et ne savent plus quoi vraiment en penser. Au final, si la lutte sociale a été modifiée, c'est peut-être notre faute : chacune des deux parties a, en

effet, bien compris que notre présence peut servir à orchestrer la lutte, la rendre plus lisible. C'est, en tout cas, ce à quoi nous assistons. Car, dans ce genre de luttes, les moments les plus importants se passent lors de tractions à huis clos entre délégués syndicaux du personnel et direction venue en force. Et, bien souvent, la guerre des arguments devient guerre des mots où chacun se parle franchement. Plus question pour la direction, lasse de voir les employés manifester, d'adoucir son



discours en invoquant des arguments sociaux.

«Notre décision est purement financière», lance la direction aux délégués. Que répondre à cela? Pas grand-chose. En une phrase, les syndicats ont compris qu'il n'y a pratiquement aucune chance de voir la direction investir pour faire revivre le site.

Alors, les syndicalistes d'aujourd'hui, qui n'ont rien à envier à certains juristes, se retranchent derrière des textes de lois : «Si tel est le cas, en droit français décision financière rime avec licenciements, le reclassement est seulement valable pour raisons industrielles». Le pari est risqué : et si la direction décidait finalement de licencier tout le monde?

Chassez le naturel et il revient au galop. En cas de crise, chacun cherche du réconfort dans le domaine qu'il maîtrise le mieux. Telle est la rhétorique de la lutte moderne. Au-

jourd'hui on ne licencie plus, on reclasse.

La direction pourrait arguer qu'elle, au moins, contrairement à Nokia en Allemagne qui licencie pour raisons financières, elle reclasse. Si on y pense, elle n'a pas tort, surtout dans l'actuel contexte économique. Quant aux représentants du personnel, ils sont prêts à monter un plan industriel pour sauver leur outil qu'ils se sont approprié. On peut aisément comprendre l'attachement à la sidérurgie, patrimoine de toute une région.

La rhétorique de la lutte moderne est plus floue et moins radicale, elle se passe entre hommes d'affaires et technocrates. Mais, quand le pot de terre se frotte au pot de fer, le classique rapport de force patrons/ouvriers ressurgit et a des chances toutefois de finir à l'avantage de l'homme de fer, M. Mittal.